

## Visite au Consulat de France : chronique d'un cauchemar judiciaire annoncé

### *Doc*

Le 2 novembre, à cinq heures du matin, je saute dans la voiture de location. Un peu moins de 200 *miles* jusqu'à Los Angeles, jusqu'au Consulat. Je suis toujours entre ciel et terre. Au ciel quand je repense à Léa et Isa, mes jolis bébés rieurs laissés avec leur mère dans notre hôtel. Mary va leur tenir compagnie et aider leur mère en cas de besoin. Sous terre quand je me remémore la discussion téléphonique avec la vice consul d'il y a quinze jours (une éternité !). Je suis anxieux car l'enjeu est très important. Sans passeport français, nous devons attendre deux semaines de plus pour faire établir les passeports américains. À la clef, problème de paiement (plafonds de cartes bancaires épuisés au delà de toute mansuétude de la part du banquier), risque de perdre nos emplois (cela fait déjà plusieurs jours que j'ai épuisé mes congés), risque pour la santé de nos enfants (et s'il leur arrivait quelque chose ?). Deux semaines aussi sans le soutien de nos proches...

Durant tout le trajet, je repense à la « stratégie » à adopter, aux mots à privilégier. Pas un seul instant, nous ne nous doutons que la seule mention du protocole utilisé (la gestation par Mary) ne doit en aucun cas être autorisée. Pas un seul instant, par instinct de conservation et surtout pour protéger nos enfants.

J'essaie de me répéter les phrases dans ma tête. Nous avons préparé tous les papiers légaux : actes de naissance, nos passeports, autorisation signée de Clara, photos. Pour montrer notre bonne volonté, une photo de l'échographie à mi-terme à notre nom de famille avec la mention : « *see you on november, mum and dad!* » et le certificat d'admission de Clara à l'hôpital le jour de la naissance (signé par la pédiatre).

Ces deux pièces ont pour but de montrer à la vice-consule qu'il ne peut s'agir d'un cas d'adoption comme elle l'a évoqué lors de notre entretien téléphonique.

J'arrive avant l'ouverture du Consulat, de manière à me relaxer en prenant un café et à me familiariser avec les lieux. Comme ma femme, je porte toujours au poignet les deux rubans de naissance : M. « baby A » et M. « baby B ». Ils sont pour moi une sorte de talisman, me rappellent le bonheur de la naissance de nos enfants, et je l'espère vont me protéger, et les protéger elles aussi.

Je suis assez rapidement reçu par la responsable des passeports qui me renvoie immédiatement au préposé à l'état civil, Emmanuel C (« l'ange gardien » du téléphone). Je lui décline ma demande, qui selon sa collègue, nécessite une transcription et lui donne les pièces correspondantes demandées (passeports, actes de naissances, photos).

« - C'est tout ce que vous avez ? Il me faut d'autres pièces ».

- Quel type de pièce, répondis-je, interloqué par cette demande (j'avais pourtant repéré sur leur site Internet qu'il ne fallait que les passeports et les actes de naissance) ?

- Un certificat d'accouchement par exemple ».

Tout en essayant de garder mon calme, j'insiste :

- L'hôpital m'a dit que cela ne se faisait pas et que seul un certificat de naissance était nécessaire. Néanmoins, voici les pièces que j'ai pu rassembler, dis-je en donnant

l'échographie, les faire part de naissances établis par l'hôpital pour nos enfants avec notre nom de famille et le certificat d'admission.

Le préposé à l'état civil examine longuement les pièces d'un air très concentré et se prononce : « *cela ne suffit pas* ». Il sort un court instant et revient flanqué d'une jeune femme qui se présente comme étant la vice-consul.

« - Il nous faut un certificat d'accouchement, comme nous vous l'avions indiqué au téléphone, car je veux être sûre qu'il ne s'agit pas d'un cas d'adoption illégale », attaque-t-elle d'un ton plutôt sec. Elle examine tous mes papiers et relève brusquement la tête.

« - Votre voyage au Vietnam, c'était pour adopter n'est-ce pas ? »

Je suis abasourdi par cette question. Lors de notre voyage en septembre, nous étions à deux mois et demi de l'accouchement. Pourquoi aller chercher des enfants à adopter ? J'ai le sentiment oppressant d'être traqué sans en connaître la raison, et je ne suis même pas sûr qu'il y en ait une. Je tente de ne pas me laisser submerger par mes émotions et de rester rationnel.

« - Non, comme vous pouvez le vérifier sur les dates, j'ai rejoint ma femme à la fin de son voyage professionnel. »

Elle me coupe la parole.

« - Jamais une « *mère normale* » ne partirait en voyage en étant enceinte, Monsieur ! »

Je suis de plus en plus sonné mais je réponds, avec la voix la plus assurée possible :

« - La naissance était prévue plus tard. Il n'y avait aucun élément médical qui aurait permis à ma femme d'arrêter son travail. S'il y avait eu le moindre doute, nous ne l'aurions pas entrepris. »

Je comprends alors qu'il ne s'agit pas vraiment d'une question de conformité des papiers, mais plutôt ... D'une sorte « d'intime conviction » de sa part.

*Je retrouverai souvent, par la suite, ce jugement de valeur aux allures discriminatoires (une « vraie » mère, de « vrais » parents, un « vrai » mariage...) qui finalement vous oblige à ne rien dire, pour se retrancher derrière le rôle de parent « normal ». NORMAL. Ce mot résonne en moi comme un écho douloureux. Toute ma vie j'ai entendu dire que je n'étais pas « dans la norme », parce que j'étais un peu plus innovant, un peu plus casse cou, un peu plus original. Et si j'étais, tout simplement, un peu plus sensible que beaucoup d'autres ?*

Devant cette insistance à vouloir me « *coincer* », je m'enferme un peu plus dans mes explications, pour protéger à tout prix ma femme et mes enfants... Je pressens le danger, imminent, et mon instinct me dicte de surtout, surtout, ne rien dire, devant tant d'accusations infondées : *et s'il leur venait à l'idée de nous enlever nos enfants ?* J'ai en face de moi un mur d'incompréhension. Pourquoi cette femme ne marque-t-elle aucune compassion ? Ne voit-elle pas que je souffre ?

Je lui propose de téléphoner à l'une de nos connaissances qui travaille à l'ambassade de France à Washington (dont dépend le consulat de L.A.) afin qu'elle se porte caution morale. La vice-consul revient en me disant que la ligne ne répond pas. Et l'interrogatoire recommence.

« - Vous vous êtes mariés le 2 septembre, soit deux mois avant la naissance, et votre femme a dix ans de plus que vous ! Ce n'est pas crédible pour un VRAI mariage ! »

Cette fois, c'en est trop ! Elle cherche à me pousser à bout, visiblement... Que cela ne tienne, je ne peux laisser passer cela !

« - Mais enfin, quel est le problème ? De quoi m'accuse-t-on ?

- Ce n'est pas moi qui vous accuse, *c'est vous qui vous sentez coupable*, parce que *vous avez sûrement des choses à cacher*. Vous vous êtes mariés peut-être avec cette femme *pour avoir des enfants avec quelqu'un d'autre* »

Mais que raconte-t-elle ? Je ne vois aucune logique à ce qu'elle dit ! Après avoir été accusé d'avoir tenté de ramener des enfants du Vietnam, m'accuse-t-elle d'avoir contracté un mariage « en blanc » ? Si l'enjeu n'était pas aussi important, j'en rirais !

Je commence à comprendre : elle pense que je me suis marié uniquement dans le but d'avoir des enfants ! Mais pourquoi ? Surtout, ne rien lâcher, ne pas craquer, ne pas céder à la colère, me répétais-je intérieurement, pour me donner du courage. Mais tout cela me paraît surréaliste.

Manifestement, la vice-consul poursuit un but que je cerne mal mais dont je crains qu'il n'ait pas grand-chose à voir avec la délivrance de documents administratifs. Il ne sert à rien de répondre à ses questions : elles visent à me faire dire quelque chose qui pourrait être retenu contre moi. Je décide donc de sortir de cette atmosphère inquisitoriale et de reprendre la situation en mains. Pour la première fois, je me sens découragé, vaincu, d'être traité en accusé alors que je me voyais volontiers dans la peau d'un héros, ayant surmonté milles difficultés pour faire naître nos enfants !

Je tente alors de poursuivre le « dialogue », en le recentrant :

« - Comme simple citoyen, je vous demande de m'indiquer en quoi vous ne pouvez donner une suite favorable à ma demande. Vous rendez-vous compte que la conséquence directe de votre décision est un risque de mise en danger de mes enfants ? Nous avons besoin en urgence de passeports pour rentrer en France. S'il arrivait le moindre problème médical à nos enfants, nous ne saurions y faire face. »

(Elle hurle, désormais).

- Je refuse ce chantage ! *Il fallait y penser avant !*

- ...

*Combien de fois, par la suite, entendrai-je cette sentence, de la part de toutes sortes de personnes dont même, une fois... de la part d'un proche ? Combien de fois ? Mais comment pouvaient-ILS savoir, prétendre connaître si bien la réglementation en ce domaine ? Alors que ma femme et moi avons passé des nuits et des nuits à compulsier le Code Civil, le Code Pénal et la jurisprudence dans tous les sens, pour trouver comment ramener nos enfants en France. Avec le recul, j'ai compris que ce que j'avais, pour la première fois vécu avec cette vice-consul, c'était l'impuissance d'un Etat qui, dépassé par les évolutions de la société, exige de « faire la police de la maternité » !*

Mais la Vice- Consul continue, sur sa lancée « Les Américains empochent votre argent en se gardant bien de vous parler des problèmes, et après, c'est à nous de les traiter. Vous n'avez qu'à retourner les voir ! De toute façon, je suis couverte par ma hiérarchie ! ».

Elle en avait trop dit ou pas assez. Je comprends, à travers ses propos, qu'elle conteste tout bonnement l'acte de naissance, officiel, que je lui présente...

De telles allégations me laissent sans voix, mais je me dois de continuer, pour ma femme et pour mes enfants. Au passage, je note que je ne suis plus seul : il y a visiblement d'autres couples dans notre situation, si j'en juge par sa réaction.

« - Je vous demanderai donc de me l'écrire en indiquant les raisons de votre refus ».

- Je refuse votre chantage », insiste-t-elle !  
À nouveau cette accusation de chantage...  
« - Alors écrivez-le-moi » insistai-je.

Cet écrit, il me le faut, vraiment : je sens que cela peut avoir de l'importance, plus tard...  
Il faut que je m'en tienne à notre décision, *il faut que je me taise...* Je pressens que c'est une question fondamentale et je ne peux pas courir le risque de voir mes enfants envoyés à la DDAS à notre retour en France... car après tout, c'est à cela qu'elle les condamne ... Du coup, je retrouve mon souffle, lorsque son ton change du tout au tout :  
« - Mais vous, êtes-vous prêts à écrire que vous avez demandé la transcription ? dit-elle avec un sourire qui contraste fortement avec l'expression agressive arborée jusqu'alors.  
*Je compris bien des mois après ce que cette « innocente » question signifiait... J'étais, d'une certaine façon, poussé à la faute...*  
- Bien sûr, puisque je suis là pour cette demande. »

Elle ressort de la pièce. Avant de partir, le préposé à l'état civil me glisse tout bas, visiblement ébranlé par ma détresse :

« - Vous savez, les autres couples sont allés au bâtiment fédéral.... juste en face. Il existe une procédure d'urgence pour obtenir en 24 heures les passeports américains. Comme cela, vous pourrez rentrer en France avec vos enfants.

- Merci ! »

J'ai donc rencontré ici quelqu'un d'humain, quelqu'un qui refuse d'appliquer les ordres aussi froidement qu'une machine ?

Il sort lui aussi de la pièce. Son intervention m'a laissé sans voix et perplexe. Je ne comprends pas la situation et encore moins les motivations de mes interlocuteurs. L'attente est longue. Je regarde le tableau devant moi. Y figurent des noms d'hôpitaux. Je regarde sur le bureau. Sont empilés des certificats d'admission, des certificats de naissance... Mais aucune trace de transcription ou de demande allant dans ce sens. Suis-je bien dans un service dont la mission est d'aider les Français à l'étranger ?

Au bout d'une demi-heure, les voilà de retour avec une feuille de papier. J'écris la date, le motif de ma visite et les pièces apportées (certificats de naissance, livret de famille, passeports, photos).

Ils repartent avec l'imprimé. Nouvelle attente, puis la vice-consul revient. Elle me tend une lettre (non datée) où elle indique « *surseoir à ma demande de transcription* ». Sans en donner les motifs. Quand je tente de le lui faire remarquer, elle redevient agressive :

« - Je refuse votre chantage. Je suis soutenue par ma hiérarchie. Je vais d'ailleurs transmettre votre dossier à Nantes, au service d'état civil pour les Français de l'étranger. Si vous leur donnez tous les éléments, cela peut aller très vite » De quels éléments parle-t-elle donc ?

*Hélas, je ne le compris que plus tard... Cette procédure revenait à une sorte de dénonciation, et la Justice française n'allait plus nous lâcher pendant près de six années ! Et, lorsque nous recevrons le dossier de l'accusation, nous y découvrirons une note confidentielle, destinée au Réquisitoire du Procureur, signée d'ailleurs du Consul et non de la Vice-Consul, où l'on me présente comme ayant un « ton arrogant et agressif ».*

Quand je lui demande des explications sur cette démarche et sur l'absence de motifs dans son « *attestation de déclarer surseoir à la décision de transcription des actes de naissance* », elle met fin à la conversation en se retranchant derrière son statut de « haut fonctionnaire » auquel je dois le respect.

Moi, en revanche, on peut bien me traiter comme un délinquant, n'est-ce pas ?

Je suis anéanti par ce qui vient de se passer. La situation est mauvaise, et elle peut devenir catastrophique si je n'arrive pas à mettre en oeuvre la solution alternative des passeports américains.

En fait la procédure d'urgence existe bien, mais il faut prendre à l'avance un RdV par téléphone, et il faut une demi-journée minimum. Et le premier RdV disponible n'est qu'à treize heures ! Grâce à un gardien compréhensif, j'arrive à être reçu à 11 h 45 ! J'explique la gravité de la situation au préposé.

Un quart d'heure plus tard, la réponse est positive. Je leur ferais bien la bise, à ces personnes qui aident les parents désemparés ! Il est maintenant 14 h 00 et je n'ai plus qu'à attendre 17 h 00 que les passeports soient imprimés. A court de monnaie (il en faut beaucoup pour appeler en longue distance !), je dois appeler en PCV notre amie à Washington pour qu'elle prévienne Clara de mon arrivée tardive. Pudiquement, pour ne pas l'angoisser inutilement, je dis que j'arriverai bien avec les passeports des filles, mais qu'ils sont américains et non pas français.

Pendant toute l'attente dans le bâtiment fédéral, j'essaie de ne pas trop penser à ce qui s'est passé le matin. J'ai conscience qu'il s'agit d'une catastrophe, et que la situation a pu être sauvée - à court terme -. Et au milieu de ces gens qui m'ont tendu la main, je souris, enfin.

Mais au fond je sens que tout cela est le début de tracasseries administratives et juridiques... Sans imaginer un seul instant l'ampleur que cela prendrait par la suite !

À peine les passeports remis dans le sac (passeports délivrés avec un grand sourire par la Chef de service), je fonce en direction de notre hôtel. Foncer est d'ailleurs un bien grand mot, lorsqu'on est englué dans les bouchons. Les heures s'écoulent et la nuit tombe. La fatigue commence à me gagner. Je m'arrête toutes les demi-heures pour boire du café et combattre l'endormissement. J'essaie de repenser à ce qui s'est passé le matin pour l'expliquer à Clara. Et plus le temps passe, plus je sens monter en moi un goût amer, celui de la colère.

Comment expliquer une telle situation ? Plus j'essaie de la comprendre, moins j'y parviens. Rien ne m'apparaît rationnel. « *Adoption illégale* » ? Avec des certificats de naissance à nos noms ? Et si en fait, il s'agissait d'entraver les couples qui, comme nous, ont fait appel à la gestation pour autrui ? Mais alors *pourquoi refuser aussi de mettre les enfants sur mon passeport, puisque je suis le père* ? De toute façon, tout est résumé dans un seul document : la déclaration de surseoir à la demande de transcription sans aucun commentaire.

J'ai un peu de mal à ramener cette voiture à San Diego. Je suis épuisé par mes nuits de jeune papa, ce long périple à L.A., par le stress. Tenir bon, ne pas lâcher prise. Je retrouve un peu d'énergie en reconnaissant les abords de San Diego. Encore quelques minutes et je vais retrouver femme et enfants. Un monde ouvert, chaleureux, le mien. Loin de ce cauchemar.